

La Grèce, sur le fil du rasoir?

PAR DUSAN SIDJANSKI



SOUS L'ANGLE DES FINANCES, la situation semble prometteuse à la vue de l'accord de l'Eurogroupe du 24 mai. En revanche, si l'on juge la politique européenne par ses résultats globaux, le pays est au bord du gouffre. Depuis la grande crise importée des Etats-Unis, la Grèce subit l'austérité qui a aggravé la crise de la dette et financière, en appauvrissant le pays, et accroissant le chômage, la dette et les déficits publics. Pire encore, l'austérité détruit le tissu économique et social tout en déstabilisant le système politique. Cette spirale s'accompagne d'une monnaie unique censée entraîner l'Union monétaire dans un cercle de solidarité et de souveraineté partagée. Or, la Grande Dépression en a décidé autrement.

Le péché originel réside dans le Traité de Maastricht qui impose l'orthodoxie financière et attribue la responsabilité aux Etats membres sans prévoir la solidarité et les mesures anti-crise. Pire, le Traité de Lisbonne, dont l'entrée en vigueur coïncide avec le début de la crise de 2008, entérine la politique des sanctions, négligeant la politique fiscale et bancaire et des mesures positives. L'Irlande, le Portugal et surtout la Grèce sont frappés de plein fouet par la crise. Dès lors, l'Eurogroupe recourt exclusivement à l'austérité qui engendre, en Grèce notamment, la paupérisation de la classe moyenne et exacerbe la misère des catégories les plus vulnérables.

A quand la reconnaissance de la fausse route de l'augmentation incessante des impôts et de coupures des retraites, adoptées une fois de plus récemment par le Parlement grec? De surcroît, l'afflux des réfugiés et des migrants en Grèce et la lenteur des aides de l'Union ont rendu plus dramatique la situation. Sait-on que de l'aide européenne de 220 milliards accordée à la Grèce, plus de 60% ont pris la voie vers le FMI et la BCE? Seul le résidu de 40% est revenu aux finances publiques et à l'économie réelle!

Comment sortir de la dépression en redynamisant l'économie et la société? En subissant les exigences des créanciers, le gouvernement continue d'étouffer l'éco-

«L'austérité détruit le tissu économique et social tout en déstabilisant le système politique»

nomie et néglige l'élan d'investissements publics et sa dette de 7 milliards qu'il doit aux entreprises et aux personnes pour éviter plus de faillites et l'accroissement du chômage. Comment en même temps stabiliser puis dynamiser l'économie et la société, contenir la fuite des cerveaux et des capitaux, puis les attirer à nouveau? Un effort conjugué entre la Grèce et l'Eurogroupe tel que la reprise par le mécanisme européen de stabilité de la dette de 20 milliards d'euros due au FMI grevée de 3,5% d'intérêts permettrait de le réduire à 1%. En parallèle, 43 projets ont été présentés dans le cadre du plan Juncker. Par ailleurs, les sanctions adoptées à l'égard de la Russie ont eu pour effet de réduire les exportations de la Grèce de ses produits agricoles vers la Russie! Il s'agit d'autosanctions qui, de surcroît, divisent l'UE et

font sentir le manque de stratégie commune! La Grèce ne voit pas la sortie sans soutien global, sans dimension sociale et allègement de la dette. Le prolongement de l'austérité fait le lit des extrêmes qui conduisent vers les régimes autoritaires, loin des promesses de la démocratie et de la prospérité.

Crise humanitaire

A défaut de dimension sociale et de politique globale de la zone

euro, la Grèce s'enfonce dans une crise humanitaire et même sanitaire dénoncée par l'OMS. Pourtant, il est admirable de constater que les Grecs demeurent attachés à l'euro et à l'Union et que, malgré leur drame, ils offrent un accueil généreux aux réfugiés.

Loin des promesses de paix, de démocratie et de prospérité, l'UE est exposée à un faisceau de menaces intérieures et extérieures. Elles exigent une action solidaire et un noyau fédératif, pour assurer la survie de l'euro, de l'UE et de son rôle dans le monde. Il est urgent de relancer le «noyau dur» de Wolfgang Schäuble de 1994 avec son Union politique qui, selon la chancelière Merkel, est un préalable aux eurobonds et au New Deal pour la zone euro.

Dusan Sidjanski, ancien conseiller de Manuel Barroso à la Commission européenne, est le fondateur de Sciences Po à Genève. Il est par ailleurs membre du conseil de la fondation Latsis.